

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALUMINIUM FERRI

Zone Industrielle
51330 Givry-En-Argonne

Références : D3 i 2025-67
Code AIOT : 0005701711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement ALUMINIUM FERRI implanté Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du suivi des échéances en cours sur ce site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMINIUM FERRI
- Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne
- Code AIOT : 0005701711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALUMINIUM FERRI exploite une installation de traitement de surface à Givry-en-Argonne. Elle réalise des opérations d'usinage, de polissage et d'anodisation de pièces en aluminium. Elle est

autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-APC-57-IC du 06/06/2013, notamment pour les rubriques 2565 et 3260 (IED) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises au régime de l'autorisation.

Le site se situe en zone péri-urbaine aux abords de l'étang de Givry et de la rivière Ante.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet des eaux industrielles	AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remplacé son ancienne station de traitement physico-chimique des eaux usées par un évaporateur. Cette nouvelle installation lui permet de ne plus avoir de rejets aqueux. Néanmoins, il est attendu un porter-à-connaissance complet afin d'encadrer cette modification par des nouvelles prescriptions réglementaires.

De plus, l'exploitant doit démontrer sa maîtrise du risque incendie sur ses cuves de traitement de surface, sous un délai très court.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2013, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Les valeurs limites en terme de concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté. Débit moyen : 16 m ³ /j

Paramètres	Concentration en mg/l	Flux maximal en g/j
Al	5,0	80
Cr	0,1	1,6
Cu	0,5	8
Fe	1,0	16
Ni	0,5	8
Pb	0,1	1,6
Zn	0,1	1,6
MES	30	480
Nitrites	20	320
Azote global	50	800
PT	10	160
DCO	150	2400

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Constats :

Par courriel du 10/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan mis à jour en janvier 2025 des installations de traitement des effluents, avec un réseau de collecte des effluents vers un évaporateur.

L'évaporateur a été mis en service le 29 mars 2024 et la station d'épuration des eaux usées a été arrêtée en avril 2024. Après une période de réglage, l'évaporateur a pris le relais de la station d'épuration pour la gestion des effluents du site.

L'exploitant a indiqué que :

- après contrôle, le distillat est réutilisé sur les lignes de traitement à la place de l'eau du réseau d'eau potable ;
- les concentrats sont évacués dans une filière agréée par un prestataire.

Il a également transmis à l'inspection les analyses effectuées sur les rejets de la station de traitement en 2023 et 2024 :

- décembre 2023 : dépassement en fer (5,9 mg/l au lieu de 1 mg/l) ;
- 2024 : les 4 analyses trimestrielles effectuées ne montrent pas de dépassement (réalisées sur le distillats de l'évaporateur).

L'inspection a constaté :

- la présence de l'évaporateur en fonctionnement avec ses trois cuves (effluents, distillats et concentrats) ;
- la condamnation de l'ancien exutoire de la station d'épuration vers le milieu naturel ;
- l'absence d'écoulement dans le fossé pluvial, latéral au site ;
- l'absence de rejet suspect au niveau du ruisseau Ante.

L'inspection constate que ces travaux ont permis une amélioration des rejets de l'installation. Toutefois, ces travaux constituent une modification du site, qui doit être portée à la connaissance

de l'autorité préfectorale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale, sous un délai de 6 mois : - un porter-à-connaissance complet des modifications apportés au site depuis l'arrêté préfectoral complémentaire de 2013, avec tous les éléments d'appréciation de l'évolution des activités, des dangers et des rejets (atmosphérique, aqueux, solides, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Par courriel du 10/01/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection : - le rapport de vérification des RIA et PIA du 09/01/2024 (1 appareil sorti, 2 en bon état, 2 fuites sur RIA et 1 RIA endommagé ; - le rapport de vérification des extincteurs du 09/01/2024 (42 appareils en bon état et 4 avec corrosion prononcée) et un rapport de pose de 4 extincteurs + 1 sur roue du 18/03/2024. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection le prochain rapport de vérification prévu pour janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]
Constats : Les systèmes de chauffage des cuves de l'exploitant ne sont pas équipés de détecteur de manque de liquide asservis à l'arrêt du chauffage. Le pilotage du chauffage se fait par les opérateurs à travers des consignes et protocoles. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir étudié plusieurs solutions de mise en place de détecteurs mais qu'aucune des solutions étudiées n'apparaît pertinente pour lui : <ul style="list-style-type: none">- détecteur de niveau sur cannes électriques : risque d'entartrage et de panne- échangeurs thermiques en remplacement des thermoplongeurs : investissement trop conséquent car les lignes de traitement vont être remplacées dans quelques années. L'exploitant indique que les cuves concernées sont en inox et ne présentent par de risque d'incendie, que des consignes et protocoles permettent de limiter au maximum le risque de résistances chauffantes dans un bain vide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale, sous un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- la démonstration technique et organisationnelle de l'absence totale de risque en cas de chauffe d'un niveau bas, afin de démontrer que les mesures en place permettent un niveau de prévention du risque équivalent à la prescription de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois